

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4989 - VENDREDI 11 AVRIL 2025

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université de Liambou en phase expérimentale

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a visité avec quelques membres du gouvernement l'université catholique du Congo située à Liambou, dans le département du Kouilou. L'institution est actuellement en phase expérimentale avec 121 étudiants, en attendant l'inauguration prévue courant cette année par le président de la République.

« Nous avons ici un vrai creuset de formation de l'élite congolaise dans des domaines de pointe qui concourent à la valorisation du capital humain », a déclaré le chef du gouvernement.

Page 5



Le Premier ministre assistant aux expérimentations dans un laboratoire de l'université catholique de Liambou/DR

FORUM D'ANTALYA EN TURQUIE

Redéfinir le rôle et les principes fondamentaux de la diplomatie

La République de Turquie abrite, du 11 au 13 avril, sous l'égide du président Recep Tayyip Erdogan, le quatrième Forum diplomatique d'Antalya axé sur la redéfinition du rôle de la diplomatie dans un

environnement de plus en plus polarisé. Le Forum diplomatique d'Antalya réunit des dirigeants mondiaux, des décideurs politiques, des universitaires, des experts du monde des affaires, des

représentants des médias et de la société civile pour explorer comment la diplomatie peut changer le cours des choses dans un monde divisé.

Page 7

TRANSPORT FLUVIAL

Une opération de curage au port public de Brazzaville

Le port public de Brazzaville a lancé, pour une durée deux mois, une opération de curage des pieds du quai afin de permettre un accostage sécurisé des bateaux souvent confrontés aux bancs de sable en période d'étiage. L'opération en cours au site portuaire qui va s'étendre sur l'ensemble du réseau fluvial, du fleuve Congo à



La poursuite du curage au quai du port de Brazzaville/DR

l'Oubangui, est conduite par les équipes du Groupement d'inté-

rêt économique et du service commun d'entretien des voies navigables de la République du Congo et de la République centrafricaine. Elle bénéficie d'un financement de la Banque mondiale via le Projet régional d'amélioration des corridors de transport routier et fluvial en

Afrique centrale.

Page 4

PRÉSIDENTIELLE AU GABON

Brice Oligui Nguema part favori



Les Gabonais votent ce 12 avril leur futur président, dix-neuf mois après le putsch d'août

2023 qui a porté au pouvoir le général Brice Oligui Nguema. Le militaire de carrière de 50 ans prédit une victoire historique face aux sept autres candidats, parmi lesquels son principal challenger, Alain-Claude Bilie By Nze, dernier Premier ministre du président Bongo.

Page 8

EDITORIAL

Minerais

Page 2

ÉDITORIAL

Minerais

Les pays africains, à l'instar de la République du Congo, sont dotés de nombreux minerais essentiels à la transition énergétique mais aussi susceptibles d'intégrer des chaînes de valeur pour ne plus se contenter seulement des exportations.

Dans cette perspective, la volonté exprimée par le Groupe ENI, à travers la société ENE Congo engagée dans le développement et la gestion de projets agro-énergétiques, peut contribuer à une transition énergétique responsable. Et dans le même temps à la croissance économique, répondant de facto à l'ambition de l'industrialisation affichée par les pouvoirs publics.

Tout comme plusieurs pays du continent, développer des industries de transformation locale au Congo se heurte cependant à trois problèmes : le manque d'énergie suffisante pour le fonctionnement des industries ; l'absence d'infrastructures de transport adaptées pour acheminer la production et le manque de marchés locaux pour les vendre. Des obstacles certes réels, mais pas impossibles à surmonter si l'on tient compte de la refonte, depuis quelques années, du code minier qui vise à rééquilibrer les intérêts de l'ensemble des parties concernées.

Quoique ces obstacles soient réels, il est un champ dans lequel le gouvernement peut intervenir pour accroître ses revenus : la fiscalité sur les activités minières en faisant en sorte que l'exploitant de la mine, très souvent étranger, ne récupère plus la quasi-totalité des recettes. Autant dire que l'Etat, du seul fait de sa participation dans les projets miniers, a la possibilité de recouvrer des dividendes grâce à l'impôt sur la rente.

A l'heure où la demande mondiale des minerais comme le cuivre est à la hausse, il est temps de se donner des meilleures chances de valoriser l'important potentiel minier dont dispose le pays.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Anne Marchal et Isidore Mvouba passent en revue les contributions de l'UE au Congo

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo, Anne Marchal, et le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, ont passé en revue, le 8 avril à Brazzaville, les contributions de cette institution dans le pays en matière de coopération au développement.

A l'issue de l'audience, la diplomate européenne s'est dit très honorée de savoir que le président de l'Assemblée nationale était au courant des grandes activités et des grands projets que l'UE mène en République du Congo. A titre d'exemple, Anne Marchal a cité la « Boucle de l'amitié » qui est une étude concernant la distribution de l'énergie non seulement pour le Congo-Brazzaville mais aussi pour le Congo-Kinshasa et l'enclave de Cabinda. Il s'agit, a-t-elle expliqué, de l'un des projets phares que cette institution offre dans le cadre du Global Gateway, qui est un programme européen en matière d'infrastructures.

« C'était ma première rencontre officielle avec le président de l'Assemblée nationale. J'ai aussi eu l'occasion de pouvoir parler de notre activité à Pointe-Noire sur le développement du port, surtout de la pêche industrielle et artisanale ; cela m'a aussi permis d'introduire des activités que nous avons sur la sécurité maritime dans le cadre du golfe de Guinée. Tous ces projets ne sont que l'un des aspects de notre portefeuille », a déclaré la cheffe de la délégation de l'UE à la presse.



Anne Marchal reçue par Isidore Mvouba DR

Isidore Mvouba et son hôte ont également parlé de la coopération en matière des forêts et des parcs nationaux, du potentiel touristique du Congo-Brazzaville mais aussi des projets qui visent la jeunesse qui est le futur du Congo. Parmi ces projets, il y a le programme « Mosala » et autres activités de diplomatie publique à l'intention des jeunes congolais. « C'est tout à fait normal que l'Assemblée nationale s'intéresse à nos projets de coopération parce que ce sont des activités

qui visent à améliorer la prospérité du Congo et à toucher les citoyens. Je pense que tous les élus sont toujours intéressés de savoir quelles sont les retombées d'une coopération pour leurs mandants. Je suis très fière de savoir que nous sommes présentes dans une grande partie du Congo, donc nous touchons beaucoup de citoyens peu importe là où ils se trouvent. Donc, c'est normal que les parlementaires cherchent à en savoir plus », a conclu Anne Marchal.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfried Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ENTREPRENEURIAT

La GAE sera bientôt dotée d'un centre d'appel

Le coordonnateur général de la Génération auto-entrepreneur, Digne Elvis Tsalissan Okombi, a lancé le 8 avril à Brazzaville la formation des opérateurs du Call center et du site internet de cette organisation, prélude au lancement officiel dudit centre.

Composés, entre autres, des membres de la cellule de communication de la GAE, les participants seront formés dans divers domaines. Ainsi, plusieurs thèmes sont à développer, parmi lesquels la communication efficace : l'art d'écouter activement, de s'exprimer clairement et avec empathie, et de gérer les situations délicates ; la connaissance approfondie de la GAE : ses missions, ses services, ses procédures et ses valeurs ; la maîtrise des outils et des technologies du centre d'appel : les systèmes de gestion des appels, les bases de données et les logiciels spécifiques. Il y aura aussi des communications sur la résolution de problèmes : l'aptitude à identifier rapidement les besoins des appelants et à proposer des solutions adaptées ; la gestion du temps et de l'organisation : l'importance de la planification et de la priorisation pour un service efficace.

Selon le responsable du Call center, Marius Olila Posso, cette formation représente une étape significative dans l'engagement continu de la GAE à améliorer ses services, à renforcer sa proximité avec les partenaires et bénéficiaires et à optimiser son efficacité opérationnelle. « Nous vivons dans un monde où la communication et l'interaction sont

primordiales. Un centre d'appel moderne et performant est devenu un outil indispensable pour toute organisation soucieuse de la qualité de ses relations et de la fluidité de ses échanges. Il sera le point de contact privilégié pour répondre aux questions, fournir des informations, traiter les demandes et, de manière générale, accompagner nos interlocuteurs de manière professionnelle et efficace », a-t-il rappelé, précisant qu'un programme de formation rigoureux et complet a été conçu pour doter les participants des compétences techniques, relationnelles et organisationnelles nécessaires pour exceller dans leurs futures fonctions.

Rappelant les difficultés auxquelles les jeunes congolais sont confrontés au quotidien, le coordonnateur général de GAE, Digne Elvis Tsalissan Okombi, a indiqué que le lancement, dans quelques jours, du Call Center est une goutte d'eau dans la recherche de l'approche des solutions à des problèmes que traverse la jeunesse. Pour lui, ce centre d'appel a deux objectifs dont le premier vise à écouter. « Ecouter, parce qu'il ne saurait y avoir l'approche de solution sans une participation active des concernés. Il est illusoire de résoudre les problèmes des jeunes sans les as-



socier à la réflexion. Les conseillers en orientation bénévoles, qui prendront le relais, devront s'appuyer sur ces échanges interactifs pour conseiller et orienter. Cette base de données nous permettra à terme d'ici là d'organiser une grande conférence sur l'orientation », a-t-il rappelé.

Vendre l'image de Denis Sassou N'Guesso auprès des Congolais

Quant au deuxième objectif, il est politique. ce Call center permettra de mieux organiser la campagne d'enregistrement des comités de soutien au Patriarce. Le but étant de créer plus de 40 000 comités de soutien soit un

seuil de 2500 comités de soutien minimum par département. « Je voudrais vous rappeler qu'en démocratie, un homme égal à une voix. Ce que le président Denis Sassou N'Guesso attend de nous, c'est d'avoir la capacité de toucher tous les Congolais. Ne tombez pas dans le mépris, car ceux qui tentent la gouvernance par le mépris ne peuvent jamais atteindre leur objectif », a-t-il exhorté.

Aux objectifs de l'écoute et de l'accompagnement avec Loboko ya Patriarce, Digne Elvis Tsalissan Okombi a ajouté l'orientation des jeunes. Pour lui, c'est lorsqu'on a fini d'écouter un jeune qu'on peut l'orienter. « Si vous

Les participants à la formation Adiac n'orienter pas les jeunes, si vous ne créez pas un cadre où ils peuvent exprimer leurs besoins, comment voulez-vous les conseiller, les orienter et les insérer. Soyez aptes à répondre à toutes les questions. Faites-vous l'effort de comprendre chaque doléance. Dans cette deuxième phase, nous avons un produit à vendre et notre produit s'appelle Denis Sassou N'Guesso, il est de notre devoir de le vendre auprès des Congolais de toutes les couches sociales, sans discrimination. Mettons-y de la méthode, encore de la méthode, toujours de la méthode », a conclu le coordonnateur général de GAE.

Parfait Wilfried Douniama

ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

L'Observatoire handicap humanité renforce le commerce des femmes handicapées

Les femmes handicapées exerçant dans différents secteurs d'activités ont reçu, le 9 avril à la mairie de Mfilou, septième arrondissement de Brazzaville, des kits d'activités génératrices de revenus pour renforcer leur commerce en vue de l'autonomie financière.

Le don a été remis selon le secteur d'activité de chacune des bénéficiaires dont des congélateurs pour celles qui sont dans la transformation agro-alimentaire, des vivres frais, des ballots de friperie, des cartons de produits laitiers, des bidons d'huile, des paniers des poissons fumés pour le petit commerce.

Les bénéficiaires ont été baptisées promotion « Maman Irène », marraine de la première cohorte, a expliqué l'organisation non gouvernementale (ONG) l'Observatoire handicap humanité (H2O), collectif Lilo-ba que dirige Emmanuel Bati, en présence de l'administrateur maire de Mfilou, Bibiane Itoua, et le chargé de mission des sociétés civiles à l'ambassade de France au Congo, Tristan Thomas.

La donation s'inscrivait dans le cadre du projet d'appui à l'intégration socio-économique des filles mères et femmes handicapées victimes des violences multiformes dénommé « Koton-ga 2 », en français « Construire



Les kits AGR/Adiac

», financé par l'ambassade de France au Congo. L'objectif est de rendre autonomes des jeunes filles mères et femmes handicapées ainsi que de vulgariser les textes et instruments juridiques des personnes vivant avec handicap.

Les bénéficiaires ont été identifiées selon les critères de vulnérabilité dans les arrondissements Bacongo, Moundali,

Mfilou, Madibou et Djiri à l'issue d'une enquête menée par le comité de suivi et d'évaluation. L'administrateur maire de Mfilou, Bibiane Itoua, a rappelé dans son allocution l'importance du projet avec l'amélioration des conditions de vie qui permettra à cette couche vulnérable de se prendre en charge. A cette même occasion, elle a incité les femmes au travail pour leur in-

dépendance et à la lutte contre la vulnérabilité en se dotant des ressources nécessaires pour leur épanouissement.

Le chargé de mission des sociétés civiles à l'ambassade de France au Congo, Tristan Thomas, a assuré que le soutien financier apporté aux associations est un accompagnement technique pour renforcer la société civile. Ce soutien permet

de renforcer techniquement la capacité des ONG à réaliser et de pouvoir développer des projets pérennes en mettant un accent au droit à l'accès à la santé des personnes vulnérables, à l'amélioration des conditions de vie de cette couche vivant avec handicap ainsi qu'à la population autochtone.

A la question de savoir pourquoi une inégalité d'assistance s'observe entre les femmes et garçons handicapés, le président du Conseil d'administration de H2O, Jean Blaise Bilombo, a indiqué qu'il s'agit simplement pour le moment d'une continuité de l'initiative du collectif Lilo-ba, une branche qui milite pour l'égalité des genres. Il a promis que H2O s'intéressera également dans les jours à venir aux jeunes garçons handicapés. « Pour le moment, nous avons remarqué que la tendance générale est que les bailleurs mettent plus l'accent sur la question du genre », a-t-il indiqué.

Lydie Gisèle Oko

PORT PUBLIC DE BRAZZAVILLE

L'opération de curage du quai se poursuit

Le curage des pieds du quai au port public de Brazzaville s'effectue à l'aide d'une pelle mécanique hydraulique installée sur une barge. Lancée depuis deux semaines, cette opération censée durer deux mois et demi permettra aux bateaux d'accoster aisément.

Le type d'opération de curage des pieds de quai est souvent mené en période d'étiage pour débiter du sable. Celui en cours au site portuaire est conduit par les équipes du Groupement d'intérêt économique et du service commun d'entretien des voies navigables (GIE-SCEVN) de la République du Congo et de la République centrafricaine, sur un financement de la Banque mondiale via le Projet régional d'amélioration des corridors de transport routier et fluvial en Afrique centrale (Pracac). L'intervention des équipes du GIE-SCEVN vise à pallier le phénomène d'ensablement des pieds de quai qui freine les chargements et déchargements des bateaux. Dans un contexte de rareté des subventions

publiques en faveur de l'opérateur GIE-SCEVN, le financement de la Banque mondiale vient à point nommé. « Le GIE-SCEVN a été identifié comme opérateur dans le cadre du Pracac, lequel projet comporte cinq composantes. Nous intervenons dans le volet fluvial, notamment au niveau du port de Brazzaville avec le curage des pieds de quai. Le curage va permettre aux unités fluviales et aux bateaux de pouvoir accoster en toute saison dans de bonnes conditions », a indiqué le coordonnateur du GIE-SCEVN, Alexis Dekoïssset.

Outre le site portuaire de Brazzaville, le projet va s'étendre sur l'ensemble du réseau fluvial, du fleuve Congo à l'Oubangui. Le



La poursuite du curage au quai du port de Brazzaville DR

dragage va s'effectuer au site portuaire de Yoro, ainsi qu'aux quais de Mossaka, Impfondo, Liranga, Bétou, jusqu'à Bangui. Dans le cadre de la mise en œuvre du Pracac, il est également prévu le volet balisage sur

le fleuve Congo, les rivières Oubangui et Sangha. « Cette opération de balisage se fait sur le fleuve Congo en partenariat avec la régie des voies fluviales de la République démocratique du

Congo », a signifié Alexis Dekoïssset. Il a précisé que malgré ce financement, les propriétaires de marchandises vont toujours continuer à payer les redevances fluviales.

Fiacre Kombo

SANTÉ NÉONATALE

Une marche pour la bonne santé à la naissance

Le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, le Pr Donatien Moukassa, et le représentant par intérim de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Afrique, Chikwe Ihekweazu, ont participé, le 6 avril à Brazzaville, à une marche sur le thème « Une bonne santé à la naissance pour un avenir plein d'espoir », dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la santé.

Sur deux kilomètres et demi, de centaines de personnes dont des délégués des institutions publiques, d'organisations de la société civile et les membres des agences des Nations unies au Congo ont marché sur une portion de la corniche de Brazzaville. « Par cette marche, nous célébrons le futur de nos enfants pour nos mamans et nos communautés. C'est le but de l'OMS, de tout le continent et du gouvernement du Congo. Nous encourageons tous à incorporer la marche dans la vie quotidienne. Au nom de la solidarité, nous sommes là pour accompagner le pays à travers le ministère de la Santé », a indiqué Chikwe Ihekweazu, représentant par intérim de l'OMS Afrique.

« Les maladies cardiovasculaires et le mauvais cholestérol sont élagués de l'organisme par la marche. L'hypertension artérielle et le diabète sont aussi prévenus. La marche pro-



Des officiels et les représentants d'institutions sur la corniche Adiac

duit des mouvements répétés et une compression douce des articulations, ce qui amène une meilleure circulation du liquide synovial contenu dans les articulations », a commenté le Pr Clotaire Itoua, gynéco-

logue au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville. En bref, les spécialistes de la santé s'accordent et reconnaissent que la marche constitue l'un des moyens les plus simples de devenir plus actif,

de perdre du poids et d'être en meilleure santé. Parfois négligée, la marche peut aider à développer l'endurance, à brûler les calories superflues et à améliorer la santé cardiaque. La bonne santé de l'enfant à

la naissance est aussi associée à la gratuité de la césarienne ainsi qu'à la santé de la mère. « Très récemment, quinze conteneurs de kits de la gratuité de la césarienne ont été offerts au Congo par le Fnuap. Le taux des cas de la césarienne et des interventions obstétricales majeures par an tourne autour de trois à quatre mille cas par an. Cette marche, qui est une ordonnance du président de la République, est un symbole fort et une confirmation de notre partenariat avec l'OMS », a expliqué le Pr Donatien Moukassa.

Le taux élevé de mortalité maternelle au Congo (426 décès maternels sur 100 000 naissances vivantes) contraste avec le taux élevé (94%) des femmes dont l'accouchement a été assisté par un personnel médical formé, selon l'Enquête démographique et de santé de 2011-2012.

Fortuné Ibara

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université catholique du Congo en phase expérimentale

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a visité avec quelques membres du gouvernement l'université catholique du Congo située à Liambou, dans le département du Kouilou, actuellement en phase expérimentale avec 121 étudiants. Son inauguration par le président de la République est prévue au cours de cette année.

L'université catholique du Congo a déjà amorcé sa phase expérimentale en attendant son inauguration officielle. 121 étudiants y suivent des cours dans diverses filières : les géosciences, l'informatique, les mathématiques, la physique, la chimie, la biologie, entre autres. « Nous avons ici un vrai creuset de formation de l'élite congolaise dans des domaines de pointe qui concourent à la valorisation du capital humain », a indiqué Anatole Collinet Makosso après avoir visité les différents compartiments de cette université dont les laboratoires.

En dehors de la visite, une réunion a été tenue avec le comité de pilotage, la direction de l'université et les représentants des entreprises pétrolières. La rencontre a permis au gouvernement d'examiner quelques aspects du projet,



Le Premier ministre assistant aux expérimentations dans un laboratoire de l'université catholique de Liambou/DR

notamment la problématique du transport des étudiants, la facilitation du passage au

péage pour les membres de la communauté universitaire. « Nous avons un ac-

cord-cadre avec l'Eglise catholique. Nous verrons comment le gouvernement

« Nous avons un accord-cadre avec l'Eglise catholique. Nous verrons comment le gouvernement continuera à l'accompagner dans le fonctionnement de cette université »

continuera à l'accompagner dans le fonctionnement de cette université », a souligné le Premier ministre en précisant que cette université bénéficiera de l'aménagement de sa voie d'accès, de la construction des résidences, de l'installation des infrastructures sportives.

L'université catholique du Congo est le fruit de la coopération entre l'Etat congolais, l'Eglise catholique et les sociétés pétrolières dont TotalEnergies, Chevron et la Société nationale des pétroles du Congo réunies au sein du consortium pétrolier de l'exploitation Moho-Nord. Elle élargit l'offre en enseignement supérieur et s'est fixée entre autres objectifs de contribuer à endiguer la fuite des étudiants à l'étranger et leur permettre la mobilité à l'intérieur du bassin du Congo.

Rominique Makaya

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

Musée
du Bassin du Congo

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions
et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

Horaires
d'ouvertures :

Du Lundi au
Vendredi : 9H-17H

Samedi : 9H-13H



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo





APPEL À PROPOSITION

Titre des postes : Consultants d'Évaluation du Programme Pays

Lieu : **Brazzaville**

Durée : **15 mai 2025 au 31 Octobre 2025**

Type de contrat : **Individuel**

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) recherche 4 consultant(e)s dont un(e) international(e) et trois nationaux(les) pour réaliser l'Évaluation finale du Programme Pays 2020-2026. Le programme s'inscrit dans le Cadre de Coopération intégré (2020-2026) du Système des Nations Unies (SNU), aligné sur le Plan National de Développement Congo, au travers des domaines d'accompagnement, Bonne gouvernance et Dividende social et renforcement des infrastructures de base, capital humain.

Objectif de l'évaluation. L'évaluation finale du programme de pays 2020-2026 est une évaluation stratégique pour l'orientation de la formulation du programme pays 2027-2031 (PP), et tiendra compte dans son analyse des actions et capacités des autres partenaires stratégiques ainsi que des éventuels avantages/faiblesses stratégiques de l'UNFPA dans l'environnement global. Le document élaboré devrait permettre au Gouvernement et à l'UNFPA de disposer d'éléments pertinents concernant l'adéquation des activités entreprises dans le cadre du programme pays, la contribution au développement du Congo ainsi qu'à la réalisation des objectifs de la CIPD et des ODDs.

Les consultant(e)s recherché(e)s membres de l'équipe d'évaluation sont :

1- Consultant international, Chef/fe de l'équipe d'évaluation, Expert en matière de dynamique des populations.

Les compétences, aptitudes et expérience du/de la chef/fe de l'équipe d'évaluation devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en santé publique, sciences sociales, démographie ou études de population, statistiques, études du développement ou tout autre domaine connexe.
- 10 ans d'expérience dans la conduite ou la gestion d'évaluations dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.
- Une vaste expérience dans la conduite d'évaluations complexes, notamment celles commanditées par les organismes des Nations Unies et/ou autres organisations internationales et ONG.
- Une expertise confirmée en matière de dynamique des populations
- Une connaissance approfondie des évaluations à base sur la théorie du changement et une maîtrise des méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives, ainsi qu'une capacité à maintenir un niveau élevé de qualité des évaluations conformément aux normes définies par l'UNFPA et l'UNEG.
- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes humanitaires, ainsi que de l'architecture humanitaire internationale et des mécanismes de coordination.
- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).
- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.
- Excellentes compétences pour diriger et coordonner le travail de l'équipe d'évaluation et capacité à partager compétences et connaissances techniques en matière d'évaluation.
- Capacité à encadrer le travail d'un/e jeune évaluateur/riche émergent/e, à créer un environnement propice à son/sa participation effective au travail de l'équipe d'évaluation, et à apporter la supervision et l'appui nécessaires au renforcement de ses capacités.
- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.
- Excellente capacité à analyser et synthétiser de grands volumes

de données et d'informations provenant de sources diverses.

- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).
- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.
- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

2- Consultant(e) national(e), Expert en matière de Santé Sexuelle Reproductive (SSR) y compris des adolescent(e)s et jeunes.

Les compétences, aptitudes et expérience de l'expert en matière de SDRS devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en santé publique, médecine, financement et économie de la santé, épidémiologie, biostatistiques, sciences sociales ou tout autre domaine connexe.
- 5-7 ans d'expérience dans la conduite d'évaluations, revues, analyses, études de recherche ou dans le travail de S&E dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.
- Connaissance approfondie de la SDRS, y compris le VIH et autres infections sexuellement transmissibles, la santé maternelle, et la planification familiale
- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes, ainsi que l'architecture humanitaire internationale et les mécanismes de coordination.
- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).
- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.
- Bonne connaissance des approches et méthodologie d'évaluation et capacité démontrée à appliquer les méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives.
- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.
- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.
- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).
- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.
- Familiarité avec les mandats et les activités de l'UNFPA ou autres organisations des Nations Unies serait un avantage.
- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

3- Consultant(e) national(e), Expert en matière d'égalité des sexes et autonomisation des femmes et du contexte humanitaire.

Les compétences, aptitudes et expérience de l'expert en matière de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en études de femmes/genre, droits de l'homme, sciences sociales, études du développement ou tout autre domaine connexe.
- 5-7 ans d'expérience dans la conduite d'évaluations, revues, analyses, études de recherche ou dans le travail de S&E dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.
- Connaissance approfondie en matière de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles, de la VBG et autres pratiques néfastes, telles que les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants, précoces et forcés, ainsi que

des questions relatives à la masculinité, aux relations genre et sexualité.

- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes humanitaires, ainsi que de l'architecture humanitaire internationale et des mécanismes de coordination.
- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).
- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.
- Bonne connaissance des approches et méthodologie d'évaluation et capacité démontrée à appliquer les méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives.
- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.
- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.
- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).
- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.
- Familiarité avec les mandats et les activités de l'UNFPA ou autres organisations des Nations Unies serait un avantage.
- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

4- Consultant(e) national(e), Jeune évaluateur/trice émergent/e.

Le/la jeune évaluateur/riche émergent/e devra avoir ses compétences, aptitudes et expérience devraient inclure :

- Un diplôme d'études supérieures (BAC+3) en santé publique, démographie ou études de population, sciences sociales, statistiques, études de développement ou tout autre domaine connexe.
- Une certification en évaluation ou qualification équivalente.
- Moins de 5 ans d'expérience professionnelle en suivi et évaluation, ou en sciences sociales dans le domaine du développement international ;
- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.
- Capacité démontrée à travailler en équipe.
- Bonnes capacités d'organisation, de communication et de rédaction.
- Bonne maîtrise des technologies de l'information et de la communication et des outils de visualisation des données.
- Une bonne connaissance du mandat et des activités de l'UNFPA ou d'autres organisations des Nations Unies serait un avantage.
- Volonté de progresser professionnellement et à devenir un évaluateur compétent
- Excellente maîtrise de la langue écrite et orale.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Dépôt des Dossiers : Avec la mention Candidature au Poste Consultant en évaluation

à l'adresse mail : vacancy.congobrazzaville@unfpa.org

Les consultants intéressés peuvent récupérer les documents de référence de l'évaluation :

<https://congo.unfpa.org/fr/vacancies>

ou au Bureau de l'UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC) Centre-ville BP 19012 Brazzaville République du Congo (Téléphone : +242 05 521 67 00)

Le délai pour le dépôt des dossiers (CV et copies de diplômes) est le lundi 14 avril 2025 à 4 :00 p.m.

DIPLOMATIE

La Turquie abrite le quatrième Forum d'Antalya 2025

Le ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie organise, du 11 au 13 avril, le quatrième Forum diplomatique d'Antalya (ADF2025), sous les auspices du président Recep Tayyip Erdogan.

À l'occasion du forum en Turquie de cette année placé sur le thème « Reconquérir la diplomatie dans un monde divergent », le Congo sera représenté par le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso. La rencontre vise à inspirer le dialogue pour redéfinir le rôle et les principes fondamentaux de la diplomatie dans un environnement de plus en plus polarisé. Les échanges porteront notamment sur les défis actuels pour les droits humains, la démocratie et l'État de droit. Les participants discuteront des causes profondes de divers problèmes, en mettant l'accent sur des outils innovants de résolution des conflits, des stratégies de médiation et des mécanismes de coopération régionale.

D'après l'ambassade de la Turquie au Congo, le forum examinera les dysfonctionnements et le manque de confiance dans les institutions internationales et cherchera de nouvelles solutions pour remédier aux échecs

de la gouvernance mondiale, dans le but de contribuer à créer un système international plus efficace et plus cohérent. Il se concentrera également sur le rôle des acteurs non gouvernementaux qui soutiennent les efforts diplomatiques traditionnels pour explorer comment la diplomatie peut devenir plus inclusive, adaptable et résiliente. « *Les divisions géopolitiques croissantes, l'aggravation des inégalités mondiales, la violence accrue contre les civils, l'intolérance à l'égard de la dissidence, les incertitudes causées par les perturbations technologiques et les impacts multidimensionnels de la crise climatique ont ébranlé le sens commun de la justice et érodé la confiance dans les institutions internationales. L'incapacité du système international actuel à relever ces défis rend les efforts de coopération déjà en difficulté, encore plus difficiles* », a relevé la représentation diplomatique au Congo.

À une époque d'instabilité et



Le président Recep Tayyip Erdogan

d'imprévisibilité croissantes marquée par des défis complexes et de multiples crises, le forum vise à évaluer les problèmes systémiques de l'ordre multilatéral et à favoriser le dialogue sur l'appropriation de la diplomatie dans un environnement international en évolution rapide.

Le forum diplomatique d'Antalya réunira des dirigeants mondiaux, des décideurs politiques, des universitaires, des experts du monde des affaires et des représentants des médias ainsi que de la société civile pour explorer comment la diplomatie peut changer le cours des choses en vue de trouver un terrain d'entente pour une action collective dans un monde divisé.

L'événement est organisé chaque année par le ministère turc des Affaires étrangères, avec pour objectif de favoriser les échanges sur les grands enjeux internationaux. L'édition 2025 attend plus de quatre mille participants.

Yvette Reine Boro

AFRIQUE

La France ajuste sa politique d'aide au développement

A l'Élysée, le président Emmanuel Macron a réuni un Conseil présidentiel des partenariats stratégiques pour « recentrer les efforts » de la politique de la France.

« *Le contexte géopolitique, marqué par le retour de la guerre près de nos frontières et un durcissement des relations internationales, souligne l'importance de partenariats internationaux solides, qui répondent à nos valeurs et à nos intérêts, et contribuent à la stabilité de ce monde* », dit le communiqué de l'Élysée. Rationaliser, tel est le fil rouge affirmé de la politique d'aide au développement de la France, après la tenue du Conseil présidentiel des partenariats internationaux autour d'Emmanuel Macron. Cette réunion intervient dans un contexte de gel de la quasi-totalité de l'aide étrangère américaine décidée par Donald Trump. Paris, qui a déjà raboté l'aide

publique au développement dans le budget 2025, va « recentrer ses efforts », « là où les besoins sont les plus importants et les plus urgents ».

Ce conseil fixe des « orientations stratégiques [qui] seront déclinées d'ici le mois de juin », précise le communiqué. Si aucun chiffre n'est avancé à ce stade, « *l'impératif national de redressement de nos finances publiques nous rappelle l'importance de recentrer nos efforts là où ces partenariats ont le plus d'impact et d'efficacité, de notre point de vue et de celui de nos alliés* », poursuit le communiqué, ajoutant: « *Nos actions doivent produire des résultats concrets et mesurables, et*

se concentrer sur les résultats, au-delà des moyens ». L'objectif est que « *chaque euro investi produise un véritable retour sur investissement* ».

Importance des partenariats avec l'Afrique

« Parmi l'ensemble des pays où la lutte contre la pauvreté et la préservation de la planète constituent des défis aigus, l'État s'engage désormais à consacrer au moins 60 % de ses dons aux pays les plus vulnérables, dont les pays les moins avancés et ceux particulièrement vulnérables au changement climatique ou en situation de grande fragilité financière », selon le communiqué, qui rappelle « *l'importance particulière de ses partenariats avec le continent africain, ainsi que dans l'Indo-Pacifique, et l'enjeu stratégique que constitue la stabilisation du voisinage européen* ».

nariats avec le continent africain, ainsi que dans l'Indo-Pacifique, et l'enjeu stratégique que constitue la stabilisation du voisinage européen ».

Dix objectifs prioritaires

Le Conseil présidentiel des partenariats internationaux a « réaffirmé dix objectifs prioritaires » définis en 2023, comme « accélérer la sortie du charbon, financer les énergies renouvelables » ; « investir dans la jeunesse en soutenant l'éducation » ; « renforcer la souveraineté alimentaire? notamment en Afrique » ; « promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat africain » ; « promouvoir les droits de femmes », ou encore « aider nos partenaires à lutter contre l'immigration

irrégulière et les filières clandestines » ; « mobiliser l'expertise et les financements privés et publics pour les infrastructures stratégiques ».

Le gouvernement insiste également sur le fait de « privilégier la notion de partenariats internationaux plutôt que la terminologie de l'aide publique au développement ». Pour cette logique, « l'acronyme AFD » de l'Agence française de développement, l'un des bras armés de la politique d'aide de la France, « *devra faire l'objet d'une nouvelle explicitation permettant de mieux refléter le mandat de l'opérateur* », l'Élysée évoquant des « ajustements » qui « pourront être faits sur la composition et le fonctionnement de son conseil d'administration ».

Noël Ndong

ELECTION PRÉSIDENTIELLE AU GABON

Les Gabonais du Congo debout derrière Oligui

Les Gabonais résidant en République du Congo ont exprimé, le 9 avril à Brazzaville, leur soutien indéfectible au candidat à la présidentielle dans leur pays, Brice Clotaire Oligui Nguema.

A travers une déclaration lue par le coordonnateur du « Mouvement Oligui 2025 : ensemble pour le changement », Lamine Diop, la diaspora gabonaise établie au Congo a appelé ses compatriotes à voter massivement, le 12 avril, le candidat Brice Clotaire Oligui Nguema. Ce choix, a déclaré Lamine, est justifié par le travail titanesque que ce candidat a réalisé en moins de deux ans de la transition.

La transition, a-t-il renchéri, a impulsé des réformes structurantes. Dans le domaine des infrastructures, a-t-il poursuivi, l'on peut noter la réhabilitation des voiries urbaines, l'achèvement de la voie de contournement, la construction de l'échangeur du camp De Gaulle ainsi que le monument de la libération.

En faveur de la jeunesse, a-t-il expliqué, la transition a créé 25000 emplois publics, initié le programme « Un Gabonais, un taxi » et relancé les bourses scolaires. « Sur le plan du développement local, on note la réhabilitation de nombreuses routes et la promotion des cadres locaux. Ces actions témoignent d'une gestion in-



Une vue des potentiels électeurs/Adiac

clusive et d'un engagement sans faille pour le bien-être des Gabonais », a-t-il insisté avant d'affirmer que le can-

didat Oligui Nguema incarne l'unité nationale ; et c'est pourquoi, l'ensemble des partis politiques reconnaît son

approche démocratique fondée sur l'intégration et non sur l'exclusion.

Ainsi, a rappelé Lamine Diop,

le « Mouvement Oligui 2025 : ensemble pour le changement » réaffirme son adhésion totale à la dynamique de refondation nationale initiée par le candidat Oligui ; s'engage à mobiliser sans relâche pour sa victoire le 12 avril et appelle tous les Gabonais, notamment ceux de la diaspora congolaise, à se joindre à la dynamique conduisant à un avenir prospère pour le Gabon.

Roger Ngombé

« Sur le plan du développement local, on note la réhabilitation de nombreuses routes et la promotion des cadres locaux. Ces actions témoignent d'une gestion inclusive et d'un engagement sans faille pour le bien-être des Gabonais »

Brice Oligui Nguema en favori

Le Gabon vote samedi pour élire son futur président, dix-neuf mois après le putsch d'août 2023 qui a porté au pouvoir le général Brice Oligui Nguema.

Le militaire de carrière de 50 ans s'est prédit une victoire historique face aux sept autres candidats, parmi lesquels son principal challenger, Alain-Claude Bilie By Nze, dernier Premier ministre du président Bongo.

Les électeurs sont attendus dans les bureaux de vote le 12 avril de 7h00 à 18h00 pour ce scrutin à l'origine annoncé pour le mois d'août, mais finalement anticipé, le régime militaire ayant opté pour un calendrier resserré et une brève campagne électorale de quinze jours.

Le ministère de l'Intérieur a promis, dans plusieurs communications faites, un scrutin transparent et une élection accessible à tous fixant les résultats au plus

tard le 16 avril.

Au Gabon, les attentes sociales sont nombreuses : pallier les défaillances du réseau électrique, construire des routes, développer l'emploi, diversifier une économie dépendante du pétrole...

Le retour à l'ordre constitutionnel est aussi un des principaux enjeux de ce scrutin qui doit permettre de stabiliser la vie économique, politique et sociale du pays.

Le général Oligui qui fut l'aide de camp d'Omar Bongo puis le chef de la garde présidentielle de son fils Ali, avant de le renverser, se présente comme le candidat du peuple et avait promis de rendre le pouvoir aux civils après deux ans de transition.



Le nouveau code électoral voté en janvier autorisant les militaires à se présenter, le président de transition a simplement demandé une mise à disposition et quitté son uniforme pour briguer un mandat de sept ans. Sa nouvelle plateforme, le « Rassemblement des bâtisseurs », a reçu le soutien de nombreux mouvements et associations.

Lors de ses déplacements, le candidat Oligui a été accueilli par des foules enthousiastes,

dotées de casquettes, T-shirts et pagnes à son effigie, à qui il promet l'essor vers la félicité.

A l'opposé, son principal adversaire, Alain-Claude Bilie By Nze, a opté pour la sobriété, avec du porte-à-porte au cœur des quartiers populaires en bravant des sentiers inondés, pantalon retroussé et bottes de pluie, pour des causeries en face à face avec les électeurs.

Les autres candidats, certains inconnus, mènent eux aus-

si des campagnes discrètes mais avec des temps de parole égaux à la télévision publique : un inspecteur des impôts, Joseph Lapensée Essingone; un médecin, Stéphane Germain Iloko Boussengui; un haut fonctionnaire, Alain Simplicie Boun-goueres; trois entrepreneurs, Axel Stophène Ibinga Ibinga, Thierry Yvon Michel Ngoma; et Zenaba Gninga Chaning, la seule femme.

D'après AFP

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Une réflexion sur la finalisation du processus d'élaboration du Snat

Après la présentation l'année dernière des conclusions de deux études sur le potentiel agricole et le capital forestier en vue de l'élaboration du Schéma national d'aménagement du territoire (Snat), l'heure est actuellement à la réflexion sur la finalisation du processus d'élaboration de cet outil de planification spatiale.

Un atelier de présentation des termes de référence pour la finalisation de l'élaboration du Snat a été ouvert récemment à Kinshasa par le directeur chef de service contrôle et surveillance, Raoul-Paulin Mapunzu Boyana, assurant l'intérim du secrétaire général en déplacement. L'objectif est de mettre en place des stratégies idones pour assurer un déroulement harmonieux des activités qui permettent de doter de manière participative et inclusive la République démocratique du Congo d'un Snat qui sera validé par l'ensemble des parties prenantes et opposables à tous. La réflexion permettra donc aux experts du ministère de l'Aménagement du territoire de pouvoir mobiliser l'expertise spécialisée avec laquelle des réunions et consultations régulières seront organisées ; d'impliquer toutes les parties pre-

nantes clés au processus de la réforme de l'aménagement du territoire jusqu'à la validation technique du Snat.

Il sera également question de déterminer les options du Snat à l'issue d'une analyse des préoccupations du rapport de diagnostics spatiaux et sectoriels ainsi que des recommandations formulées par les deux études de base sur le capital forestier et le potentiel agricole ; de proposer une première ébauche du Snat.

Les participants à cet atelier seront également appelés à assurer le suivi du processus de l'évaluation environnementale stratégique et sociale du Snat et le processus d'adoption de cet outil de planification spatiale. Le représentant du secrétaire général à l'Aménagement du territoire a rappelé l'importance de son secteur qui s'inscrit dans une vision de développe-



Paulin Raoul Mapunzu Boyana / DR

ment de la société. Il a indiqué que le pays souffre de graves insuffisances dues à des facteurs multiples dont l'instabilité politique chronique dans laquelle il s'est enlisé depuis son accession à l'indépendance. En dépit de ses richesses et poten-

tialités, a-t-il renchéri, la République démocratique du Congo présente des indicateurs socio-économiques alarmants.

Plusieurs facteurs, a souligné Raoul-Paulin Mapunzu Boyana, sont à la base de cette situation, notamment

l'instabilité institutionnelle de l'aménagement du territoire ; la transhumance et la migration des attributions de l'aménagement du territoire ; l'absence d'un cadre légal et réglementaire approprié organisant l'aménagement du territoire. Pour faire face à cette situation, il croit dur comme fer qu'à l'issue de cette réflexion, le secteur de l'aménagement du territoire se verra « être capable de se doter d'un Snat validé par toutes les parties prenantes dans une approche participative et inclusive.

Précisons que dans son discours, l'orateur n'a pas omis de faire allusion aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur la capitale causant d'énormes pertes en vies humaines et matérielles. Pour ce faire, une minute de silence a été observée en mémoire des personnes qui ont perdu leur vie suite à ce déluge.

Blandine Lusimana

ALGÉRIE-FRANCE

Jean-Noël Barrot à Alger

La visite du chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, à Alger, symbolise un tournant décisif dans les relations entre la France et l'Algérie, après plusieurs mois de brouille diplomatique.

Reçu par le président Abdelmadjid Tebboune et le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, le chef de la diplomatie française a annoncé la réactivation immédiate de « l'ensemble des dispositifs de coopération dans tous les domaines » entre les deux pays. Cette visite s'inscrit dans la continuité de l'entretien téléphonique entre les présidents Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune, tenu le 31 mars. Jean-Noël Barrot a souligné que les discussions à Alger ont permis d'aborder de manière « sincère et directe » les sujets ayant affecté les relations bilatérales. La volonté commune est désormais de remettre en marche les mécanismes définis dans la Déclaration d'Alger de 2022. Les échanges entre les services de renseignement des deux pays reprendront, et une rencontre de haut niveau entre responsables de la sécurité est déjà envisagée, a-t-il précisé. Par ailleurs, un dialogue

stratégique sera engagé autour des questions régionales, notamment la situation au Sahel.

Justice, migration et économie

Dans le domaine judiciaire, Jean-Noël Barrot a annoncé la visite prochaine à Alger du ministre français de la Justice, Gérald Darmanin, qui relancera le dialogue entre les institutions judiciaires des deux pays. Le traitement du dossier des biens mal acquis, sujet sensible, figurera parmi les priorités. Sur la question migratoire, les deux présidents ont validé la reprise immédiate de la coopération. Les discussions porteront notamment sur les réadmissions et la délivrance des visas, en s'appuyant sur les accords consulaires en vigueur. Une réunion entre les consuls algériens en France et les préfets français est en cours d'organisation.

Relance économique et rapprochement mémoriel

Jean-Noël Barrot a également évoqué les difficultés rencontrées dans les échanges commerciaux, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'automobile et du transport maritime. Une rencontre entre le Medef et le Conseil du renouveau économique algérien est prévue le 19 mai. Sur le plan mémoriel, les travaux de la commission mixte d'historiens ont repris, confirmés par une invitation de l'historien français Benjamin Stora à Alger, pour poursuivre les échanges sur la restitution d'objets culturels. Le ministre français des Affaires étrangères a aussi évoqué le cas de l'écrivain Boualem Sansal, récemment condamné, appelant à un geste humanitaire en raison de son âge et de son état de santé. Pour conclure, cette visite ouvre « une nouvelle phase » dans la relation entre Paris et Alger, fondée sur « l'équilibre, la confiance et l'intérêt mutuel ».

Noël Ndong

RWANDA

Emmanuel Macron réitère les engagements de la France

À l'occasion de la 31^e commémoration du génocide contre les Tutsi au Rwanda, le président Emmanuel Macron a réaffirmé la détermination de la France à lutter contre l'oubli et l'impunité.

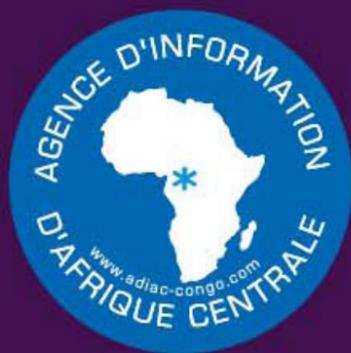
Dans un message, le président français a exprimé son soutien au peuple rwandais et à toutes les victimes du drame historique. « La France, fidèle à son engagement pour la mémoire, la vérité et la justice, s'associe pleinement à cette journée internationale de commémoration », a déclaré Emmanuel Macron, soulignant que la justice française continue de progresser dans la traque des auteurs présumés du génocide résidant en France. Plusieurs procès majeurs ont récemment abouti, symbolisant l'engagement concret de l'État français.

Le génocide contre les Tutsi, perpétré entre avril et juillet 1994, a causé environ un million de morts, majoritairement des civils. Cette tragédie reste l'un des épisodes les plus sombres du XX^e siècle. Depuis 2004, les Nations unies ont proclamé le 7 avril Journée internationale de réflexion sur le génocide.

La France face à son passé

Après des années de controverses sur son rôle durant le conflit, la France multiplie les initiatives en matière de reconnaissance, d'archives ouvertes et de poursuites judiciaires. Emmanuel Macron confirme ainsi sa volonté de tourner une page douloureuse de l'histoire franco-rwandaise sans l'effacer.

N.Nd.



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



KINSHASA

Le ministre de la Santé au chevet des sinistrés de la pluie diluvienne

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Samuel Roger Kamba, a effectué pendant le week-end dernier une visite de terrain pour se rendre compte des dégâts causés par la pluie diluvienne qui s'est abattue sur la capitale.

A la tête d'une forte délégation de son ministère, le ministre Samuel Roger Bamba s'est rendu sur les rives de la rivière N'Djili, gravement inondées par les eaux des pluies diluviennes qui se sont abattues sur Kinshasa. Cette visite lui a permis de constater l'étendue des dégâts et de prendre connaissance des besoins urgents des sinistrés. Le ministre de la Santé s'est notamment rendu à l'Institut Lumumba situé à la 17e rue Limeté, où environ cent ménages ont été enregistrés sur le site d'accueil aménagé pour recevoir jusqu'à 2000 personnes. Il a assuré les victimes en soulignant que des mesures sont prises pour leur alimentation et leur santé. « Nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour offrir les premiers soins aux sinistrés, et un dispositif sanitaire est déjà opérationnel sur le site », a-t-il précisé. Samuel Roger Bamba a également exprimé sa profonde tristesse face à la perte de



trente-cinq vies humaines et a présenté ses condoléances aux familles endeuillées. « Nous déplorons ces pertes humaines et adressons

nos condoléances les plus sincères aux familles touchées », a-t-il déclaré. En outre, le ministre a promis un déploiement rapide

des secours, en particulier pour secourir les femmes et enfants encore coincés dans leurs maisons. L'État mettra en place des canaux d'assis-

tance d'urgence pour aider ces familles prises de court par les intempéries. Le gouvernement reste déterminé à poursuivre ses efforts pour la gestion de cette crise humanitaire et assure que tout sera mis en œuvre pour garantir la sécurité et le bien-être des victimes.

Blandine Lusimana

« Nous déplorons ces pertes humaines et adressons nos condoléances les plus sincères aux familles touchées »

Le Cenadep déplore la non prise en compte des alertes de Mettelsat

Le Centre national d'appui au développement et à la particularité populaire (Cenadep) a exprimé, le 10 avril à travers un communiqué, sa préoccupation suite aux conséquences des pluies diluviennes qui se sont abattues sur Kinshasa et la province du Congo central, dans la nuit du 4 au 5 avril.

Les pluies, selon le Cenadep, ont causé la mort de 43 hommes, des dégâts matériels, environnementaux, sociaux et sanitaires importants, avec risque de la résurgence des épidémies. « Ces pluies ont causé le débordement de la rivière N'Djili occasionnant l'effondrement des habitations, la destruction des fermes et des champs ainsi que l'inondation du captage d'eau de l'usine de la Regideso/ N'Djili », a regretté le Cenadep.

Face à cette situation, il a déploré la non prise en compte des alertes de l'Agence nationale de météorologie et de télédétection par satellite (Mettelsat), lancées en février dernier; les constructions anarchiques sur le lit de la rivière et les conduites d'évacuation des eaux; la mauvaise gestion des immondices et des déchets qui sont déversés dans les rivières et autres voies d'évacuation des eaux.

Ce centre a également dénoncé le manque d'entretien des rivières et des voies d'évacuation des eaux



La population à la recherche d'eau suite à l'arrêt de l'usine de la Regideso N'Djili/DR

ainsi que la faible prise en charge des sinistrés dans des sites d'hébergement choisis par le gouvernement dont les stades de Martyrs et Tata Raphaël ainsi que l'Institut Lumumba. Le Cenadep souhaite que le gouvernement déclare « zones sinistrées », les quartiers frap-

pés par ces inondations; renforce le Mettelsat et prenne des mesures de prévention suite aux alertes lancées par cette agence.

Il est également demandé au gouvernement d'organiser les services d'assainissement dans la ville de Kinshasa et de sanctionner tout

déversement des immondices dans la voie publique, dans les rivières ou les voies de canalisation des eaux. Ce centre recommande aussi l'identification des sinistrés dans la ville et leur hébergement selon les normes et la dignité humaine; le déferement de tous les responsables

des services d'urbanisme et habitat ainsi que des Affaires foncières qui ont délivré des documents officiels d'occupation des zones interdites; la construction des logements sociaux pour réinstaller les sinistrés dont les habitations ont été détruites.

Le Cenadep exhorte, en outre, le gouvernement à construire des routes avec des caniveaux suivant les normes; à enterrer dignement les victimes de ces inondations et à apporter des soins médicaux aux blessés ainsi que des mesures de prévention pour les épidémies. Il appelle, par ailleurs, la communauté internationale à un appui au gouvernement pour la prise en charge des sinistrés et la prévention des épidémies, et demande à la société civile de sensibiliser la population au respect des normes de construction, d'urbanisation et de gestion des déchets ménagers ainsi qu'à établir monitoring sur la prise en charge des sinistrés par le gouvernement.

Lucien Dianzenza



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

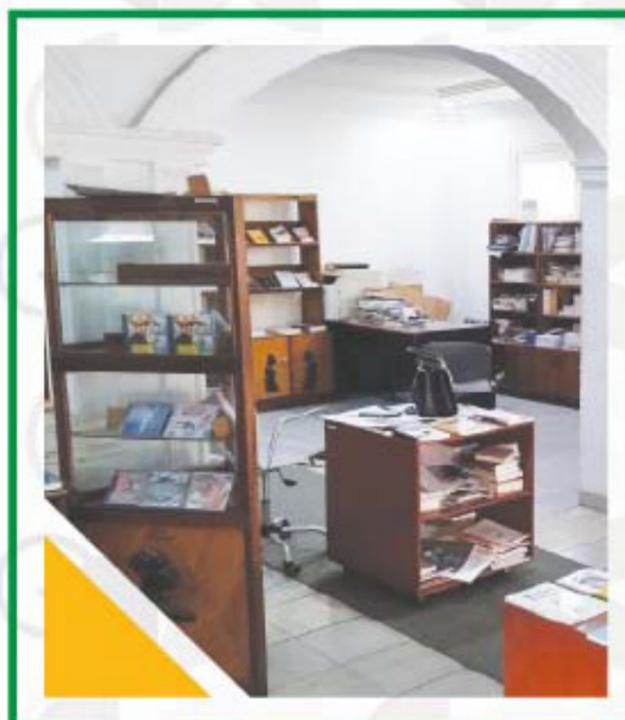
- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

JUSTICE

Marcel Malanga et ses co-détenus américains rapatriés aux États-Unis

Impliqué dans la tentative de coup d'État du 19 mai 2024 qui a failli déstabiliser les institutions du pays, Marcel Malanga, membre du commando ayant attaqué le Palais de la nation, et deux autres de ses compagnons d'infortune, Taylor Christa Thompson et Zalman Polun Benjamin Reben, tous Américains, ont finalement bénéficié de la grâce présidentielle.

Après leur jugement et condamnation par le tribunal militaire pour haute trahison, les trois Américains purgeaient tranquillement leur peine à la prison de Ndolo. Bénéficiaires de la grâce présidentielle du 28 mars dernier, ils ont vu leurs peines être commuées en prison à perpétuité.

Ce dénouement procède de l'accord d'extradition signé entre les États-Unis et la République démocratique du Congo dans le cadre de la coopération judiciaire. Après la commutation de la peine de mort qui leur est infligée; laquelle a été commuée en servitude pénale à perpétuité, il a été décidé que ces prisonniers aillent purger leur peine sur le sol américain. Marcel Malanga et ses deux amis ont été effectivement remis le 8 avril aux autorités américaines avant d'être conduits manu militari jusqu'à l'aéroport international de N'Djili. De là, ils ont été embarqués dans un vol



Marcel Malanga (à l'extrême droite) et ses deux compagnons d'infortune/DR

spécial à destination des États-Unis. L'opération s'est déroulée dans le strict respect des procédures légales, encadrée par les autorités militaires, judiciaires et de l'immigration. Rappelons que les trois prisonniers faisaient partie des cinquante-et-une personnes poursuivies au premier degré par le Tribunal militaire de garnison de Kinshasa/Gombe. À leur charge, les infractions de ter-

rorisme, de détention illégale d'armes et munitions de guerre, de tentative d'assassinat, d'association de malfaiteurs, de meurtre et de financement du terrorisme. Leur rapatriement leur permet de se soustraire du verdict prononcé par la Cour militaire de Kinshasa/Gombe, le 27 janvier 2025, lequel requerrait la peine de mort à leur

Sylvain Andema

PARC DES VIRUNGA

L'ICCN se dit inquiet

Plusieurs zones du vaste site touristique qui couvre plus de 7 000 km² échappent aujourd'hui au contrôle des éco-gardes en raison de la guerre dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Il y a quelques jours, un communiqué officiel de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) a mis en garde contre l'occupation des zones entières du parc national des Virunga, situé au Nord-Kivu. Réputé pour la diversité de ses habitats allant des marécages et des steppes jusqu'aux neiges éternelles du Rwenzori, à plus de 5 000 m d'altitude, le site touristique presque aussi grand que la ville de Kinshasa abrite également quelque 20 000 hippopotames, ainsi que les gorilles de montagne et des oiseaux en provenance de Sibérie.

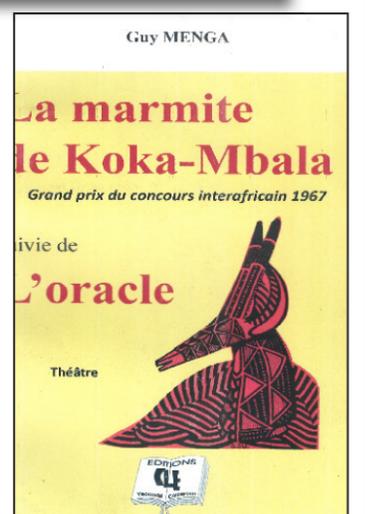
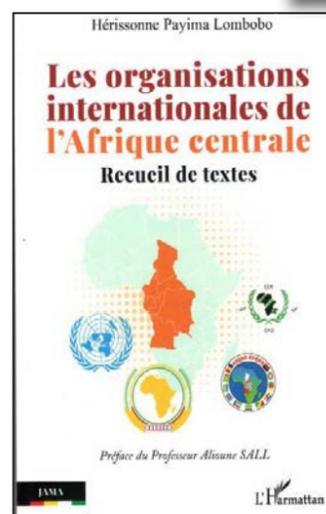
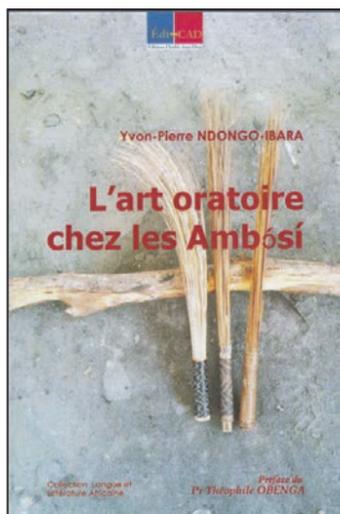
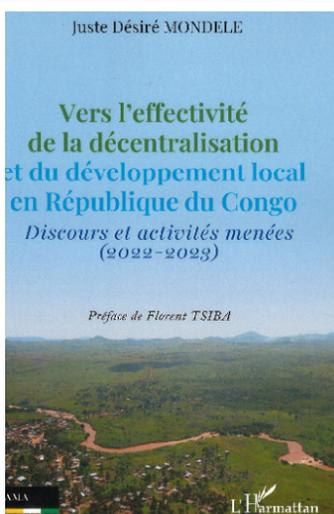
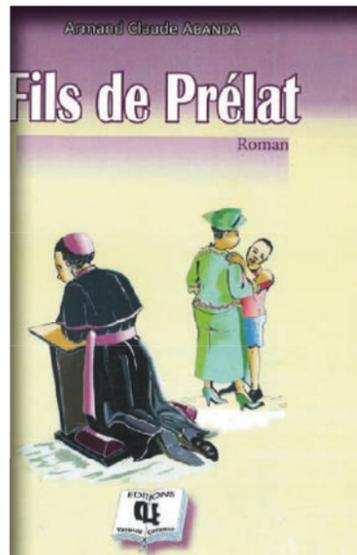
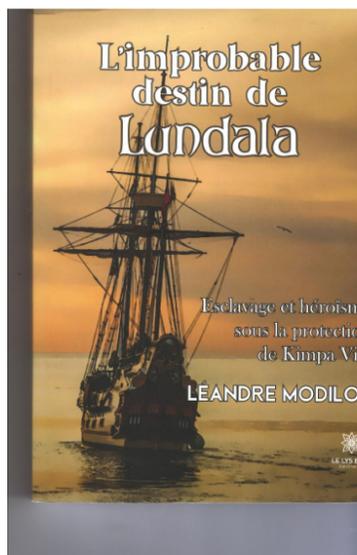
Autorité de gestion, l'ICCN fait état de la recrudescence de l'insécurité alimentée par plusieurs groupes armés. Par conséquent, il s'observe une exploitation illégale des ressources naturelles. Profitant d'une conférence de presse dans la ville de Beni, le siège provisoire des institutions après l'occupation de la capitale Goma, l'ICCN a reconnu que les éco-gardes n'ont plus le contrôle total du site qu'ils sont censés protéger. Au-delà de l'impact sur la population, il y a les conséquences néfastes sur la flore et la faune. « Ces zones sont devenues des bastions d'exploitation illégale des ressources », a-t-il annoncé.

Dans l'ensemble, le Nord-Kivu, une province à la fois agricole, minière et touristique, connaît des jours difficiles avec son occupation partielle. Comme le révèle l'ICCN, au moins une centaine de familles vit directement des activités touristiques du parc national des Virunga. Aujourd'hui, le sort est incertain.

Laurent Essolomua



EN VENTE



LINAFOOT/LIGUE 1

Mazembe malmène Blessing, V.Club écrase Kuya et se qualifie pour les play-Off

Après sa défaite surprise au match précédent, le Tout-Puissant Mazembe de Lubumbashi s'est requinqué en torpillant Blessing FC, alors qu'à Kinshasa, V.Club a validé sa qualification pour les play-off de la 30e édition du championnat national de football à la suite de sa large victoire sur Kuya.

Surpris par l'AS Simba (1-0) le 30 mars dernier à Kolwezi, le Tout-Puissant Mazembe a parfaitement redressé la barre, le 8 avril, en infligeant une correction (4-0) au FC Blessing au stade de la Kamalondo, dans le cadre de la 21e journée du groupe A du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot)/Ligue 1 de la République démocratique du Congo. Après une première mi-temps fermée sans but face à Blessing, les poulains de Lamine N'diaye ont déroulé au retour des vestiaires. Badamassi a ouvert le score à la 58e minute, suivi d'un doublé de Faveurdi Bongeli (72e et 78e) et d'un but d'Ernest Luzolo (75e). Une démonstration de force qui permet à Mazembe de reprendre la tête du groupe A avec 53 points en 21 matchs, à égalité avec Lupopo déjà qualifié pour les play-off mais avec un match de moins. Mazembe dispu-



Mazembe bourreau de Blessing à Lubumbashi

tera son dernier match de la phase classique le 15 avril à Mbuji-Mayi contre Sa majesté Sanga Balende.

De son côté, Blessing boucle sa saison à la 7e place avec 28 points et ne participera pas aux play-off. Dans le groupe B, l'AS V.Club a laminé, le dimanche 6 avril, au stade des Martyrs de Kinshasa l'AC Kuya par 5 buts à 0, sa première victoire de l'année 2025, après neuf matchs sans succès, et surtout synonyme de sa qualification pour les Play-off. La partie comptait pour la 20e journée de la phase classique de la Ligue 1 congolaise. Denis Modzaka s'est illustré avec un doublé (25e, 54e), bien accompagné par Skudu Makudubela (42e), Emile Kalume (82e) et Affane Diambaye (90+2e). V.Club a totalisé 29 points, assurant ainsi sa qualification pour les play-off de la 30e édition du championnat national. Le club vert et noir

de la capitale occupe la 4e place du groupe B, derrière l'AC Rangers, leur prochain adversaire qui compte 31 points. Quant à l'AC Kuya du président Jeannot Binanu, le club a enregistré une contre-performance supplémentaire, stagnant à la 9e position au classement avec 19 points après 20 matchs dont (5 victoires, 4 nuls et 12 défaites). Les play-off s'éloignent à l'approche de la fin de la phase classique. À l'issue de cette journée, quatre équipes du groupe B ont déjà composté leurs tickets pour les play-off : V.Club, Les Aigles du Congo (41 points en 21 matchs), Maniema Union (40 points en 17 matchs) et l'AC Rangers (31 points en 20 matchs). L'AF Ange Vert et le Daring Club Motema Pembe restent à l'affût et conservent une chance de qualification, selon les éventuels réajustements du format de la compétition.

Martin Enjimo

COMPÉTITIONS AFRICAINES DES CLUBS

Les affiches alléchantes des demi-finales connues

Les affiches des demi-finales de la Ligue africaine des champions et de la Coupe africaine de la Confédération (CAF) ont été dévoilées au terme de la manche retour des quarts de finale qui se sont joués respectivement le 8 et le 9 avril.

Pyramids FC affrontera en demi-finale de la Ligue des champions Orlando Pirates. Les Egyptiens, vainqueurs à l'aller 4-1, se sont inclinés 0-2 sur le terrain de FAR du Rabat. Les Sud-Africains, quant à eux, ont été accrochés par les Algériens de MC d'Alger 0-0 mais se qualifient grâce à leur courte victoire à l'aller 1-0. Orlando jouera le match aller à domicile.

Al Ahly, tenant du titre et l'équipe la plus titrée du continent, sera lui aussi au rendez-vous. Les Egyptiens qui enfilent le costume de favoris ont confirmé face à Al Hilal du Soudan 1-0 comme à l'aller et affronteront l'autre club Sud africain : les Mamelodi Sundowns. Cette équipe a fait jeu égal avec l'Espérance de Tunis 0-0, suffisant pour jouer les demi-finales. A l'aller, les Mamelodi Sundowns

avaient dominé les Tunisiens 1-0. Les matches aller et retour auront lieu les 18 et 25 avril. Les Sud-Africains recevront les Egyptiens à l'aller.

En Coupe africaine de la Confédération, Al Masry ne verra pas les demi-finales. Vainqueur à l'aller 2-0, cette équipe s'est inclinée face au Simba sur ce score identique de 2-0. Les Tanzaniens ont remporté la séance des tirs au but 4-1. Ils affronteront les Sud-Africains de Stellenbosch FC, tombeurs du Zamalek 1-0.

La Renaissance sportive de Berkane a confirmé face à Asec Mimosas en terre ivoirienne, 1-0 comme à l'aller, et croquera CS Constantine, vainqueur aux tirs au but de USM 4-3, après un score identique 1-1 comme à l'aller. Les matches aller et retour auront lieu les 20 et 27 avril.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Albanie, 33e journée, 1re division

Grosse désillusion pour le Partizani, corrigé par le FK Tirana dans le derby (0-3). Titulaire, Archange Bintsouka a été remplacé à la 46e minute, à 0-2.

Avec ce revers chez le 9e du classement, le Partizani est désormais relégué à 5 points du 3e, à 8 du deuxième et 11 du premier.

Angleterre, 41e journée, 2e division

Luton Town arrache le point du nul à Stoke City (1-1). Titulaire, Christ Makosso a été remplacé à la 71e minute, alors que son équipe était menée.

Malgré ce cinquième match sans défaite (Trois nuls et deux victoires), Luton Town reste 23e et reléguable avec deux longueurs de retard sur Derby County, le 21e.

Israël, 3e journée des play-down, 1re division

L'houid Bnei Sakhnin s'impose 1-0 à Hadera, sans Mavis Tchibota, absent de la feuille de match. L'houid est 5e avec 8 points d'avance sur le 8e et dernier.

Serbie, 30e journée, 1re division

Le TSC Backa Topola bat le Zeleznicar Pancevo sur le plus petit des scores (1-0), avec Prestige Mboundou titulaire sur le côté gauche.

Le TSC est 7e avec 41 points.

Camille Delourme

ELECTION AU POSTE DE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO

Audition des candidats

La procédure pour la proposition d'un candidat au poste de directeur général de l'Unesco a permis à son Conseil exécutif, sous la présidence de Vera El Khoury Lacoeyllhe, d'auditionner tour à tour Khaled Ahmed El-Enany Ali Ezz, candidat de la région arabe; Gabriela Ilian Ramos Patino, du groupe électif de l'Amérique latine; et Firmin Edouard Matoko, de la République du Congo. La campagne est lancée.

Après de brèves présentations suivies d'une explication respective de leurs visions lors de la plénière de l'Unesco du 9 avril, les trois candidats sont bien entrés en campagne de l'élection lancée pour postuler à la direction générale de cette institution.

« Je me considère comme le candidat de toutes les nations et de tous les peuples qui luttent pour défendre nos idéaux », a déclaré Firmin Edouard Matoko, s'exprimant simultanément en Français, en espagnol et en anglais pour l'explication concrète de son programme proposant des innovations majeures dans l'éducation, la science et la culture.

Il brigue le poste de directeur général, non pour prolonger une trajectoire, mais plutôt pour ouvrir un cycle. Étant le serviteur fidèle de l'Unesco depuis des années, il pense modestement connaître cette institution onusienne dans ses moindres recoins. « Je l'aime profondément. J'en mesure les grandes réussites, et elles sont très nombreuses », a-t-il confié tout en affirmant être également conscient de ses fragilités : la dispersion des programmes, le poids des processus bureaucratiques, l'instabilité des ressources, la politisation excessive. « Ces faiblesses suscitent, à juste titre, des appels à la réforme », a-t-il confié. « Mais au-delà des ajustements de programmes que j'ai amplement proposés dans mon document de « vision » (...), l'époque exige un nouveau regard sur l'avenir et, en conséquence, que l'Unesco se réinvente. Non pas dans la rupture, mais dans un nouvel élan conforté par nos acquis les plus significatifs », a-t-il expliqué.

Firmin Edouard Matoko croit que le temps est venu d'un aggiornamento, autour de trois grandes évolutions qui doivent nous amener au-delà de l'horizon 2030.

Dans un monde bouleversé par des conflits multidimensionnels, il lancera un programme spécial "Femmes pour la paix", soutenu par la société civile, pour donner de la visibilité et des moyens aux nombreuses



femmes bâtisseuses de paix.

« Leur rôle est souvent méconnu. Il est temps de le reconnaître, de le soutenir, de l'amplifier. Et à notre jeunesse, si souvent sollicitée, et pourtant si rarement entendue, nous devons offrir autre chose que des slogans », a-t-il souligné.

Une fois élu, il prévoit de mettre en place le programme "Génération Unesco", pour former chaque année des jeunes (spécialement dans les zones de conflit – post-conflit) aux enjeux de la citoyenneté mondiale, de l'éthique scientifique, du leadership culturel. « Car en outillant la jeunesse, nous consolidons la paix, en semant les germes d'une culture de la paix », a-t-il assuré.

À propos du financement de l'Unesco, Firmin Edouard Matoko s'est étendu en ces termes : « Je n'ai aucune illusion : sans base financière stable, notre ambition restera vaine, une promesse sans suite ! Nous diversifierons nos leviers : renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire (N-S-S), élargir les contributions volontaires en établissant des critères innovants alliant flexibilité et prévisibilité, développer des partenariats éthiques, et créer des espaces de dialogue durables et

inclusifs avec les partenaires publics et privés. Je proposerai un mécanisme systématique de revue des dépenses de gestion et de l'ensemble des programmes de l'Unesco afin d'évaluer leur impact dès le premier dollar investi. C'est une exigence de rigueur, de transparence, mais aussi un acte de confiance envers les États membres, nos partenaires et nos concitoyens, envers lesquels nous sommes redevables ».

L'Afrique, une priorité globale

L'ambition du candidat de la République du Congo est de faire de l'Afrique une force dynamique sur la scène internationale. Il voudrait également que l'Unesco devienne un accélérateur de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et non simplement un partenaire technique et financier. Selon sa vision, l'Afrique ne doit plus être la périphérie de l'action de l'Unesco mais en devenir le laboratoire. Il propose de créer un Africa Lab, incubateur d'innovations éducatives, scientifiques et culturelles, pensé sur le continent, avec le continent, pour le monde. Il a rappelé qu'il s'agit d'un schéma qui pourrait être développé dans d'autres régions méritant autant d'atten-

tion. « Je resterai également ouvert à toutes propositions visant à redessiner l'architecture de nos priorités globales et de nos groupes-cibles », a-t-il promis.

Firmin Edouard Matoko se refuse le rôle d'un directeur général de procédure, de projets. Il envisage plutôt d'être un directeur général de vision. Pas celui d'un appareil, mais celui des idées. Pas celui d'une ambition personnelle, mais celui d'un service universel. Pas celui du bruit, mais celui d'une construction sereine, durable, partagée. Quant à sa vocation, elle ne consiste pas à imiter les autres. Elle implique « de rester fidèles à ce que nous sommes, et de nous hisser à la hauteur de ce que le monde attend de nous ».

Au terme de son exercice de tour de chauffe électoral, Firmin Edouard Matoko a remercié chaleureusement l'auditoire pour avoir bien voulu accorder du crédit à sa candidature, longuement mûrie et décidée par lui-même, et souverainement portée par les plus hautes autorités de son pays, la République du Congo.

La candidature d'un fils du Sud global

Il a rappelé son parcours singulier : « Je suis un fils du Sud

global (de par mes origines), enfant de l'école publique, l'école du peuple, pur produit de la solidarité internationale et de la coopération intellectuelle prônée par l'Unesco », l'Unesco où il était entré sur un programme de jeunes experts associés, exceptionnellement financé par le gouvernement de l'Italie pour un étudiant étranger. « Je voue une gratitude éternelle à ce pays qui m'a accueilli dès mes premières années d'études universitaires ».

Il avait intégré cette institution onusienne avec la passion de tous les jeunes aspirant à construire un monde meilleur muni de sa foi envers les idéaux de l'Unesco pour laquelle il militait déjà au sein des Clubs Unesco. « Ma passion et ma conviction sont restées intactes et elles motivent ma candidature aujourd'hui », a-t-il témoigné, déclarant : « Je me revendique de la culture de Hamadou Hampaté Ba, Wole soyinka, Tchickay U'Tamsi, Henri Lopes, et de bien d'autres que j'ai appris à connaître tout au long de mon parcours professionnel, Jorge Luis Borges, Paolo Coelho. Je crois, comme eux, que la culture n'est pas un supplément d'âme, mais une condition de l'humanité. Et je crois que l'Unesco est l'ultime lieu où cette conviction peut devenir action ».

« Je voudrais réaffirmer ici solennellement, si vous m'accordez cette chance unique d'assumer les destinées de cette organisation, mon engagement à la servir sans parti-pris, dans la transparence et l'équité, et grâce à une éthique inclusive en défendant les valeurs du multilatéralisme et de la paix, ce dont le monde a le plus besoin aujourd'hui ».

« Je serai un directeur général proche du terrain, attentif aux plus petits États comme aux plus grands, respectueux des équilibres, mais ferme sur les principes. Je crois en la force du dialogue lorsque l'essentiel est en jeu : la paix, la liberté, la dignité humaine ».

Marie Alfred Ngoma